
L'OUVERTURE PÉTROLIÈRE DE CUBA DANS LE GOLFE DU MEXIQUE: ENTRE L'IMMOBILISME MEXICAIN ET LE BLOCUS DES ÉTATS-UNIS (*)

par ANGEL DE LA VEGA NAVARRO (**)

L'avenir du pétrole pour Cuba, le Mexique et les États-Unis – qui ont des frontières maritimes communes – se trouve dans les eaux profondes du golfe du Mexique. Cuba fait face à une transition énergétique où cette source d'énergie doit encore jouer un rôle, compte tenu des structures économiques et technologiques héritées du passé. Parmi d'autres mesures, elle a ouvert son territoire aux compagnies internationales qui accèdent ainsi à des ressources en hydrocarbures dans une zone qui a une importance stratégique, au milieu d'une situation énergétique mondiale où chaque baril de pétrole compte. Outre des facteurs économiques et technologiques, l'ouverture pétrolière cubaine s'explique par la situation critique créée après la rupture des liens que le pays a maintenus durant plusieurs décennies avec l'URSS. Les résultats et la crédibilité de cette ouverture sont à mettre en relation avec sa capacité de construire un environnement institutionnel et réglementaire susceptible d'attirer les investissements étrangers dans des activités d'exploration et production (E & P) à haut risque. En même temps, Cuba a aussi réussi à compléter l'effort interne conduit avec la coopération de compagnies internationales, en entrant dans une relation spéciale avec le Venezuela, dans le cadre de nouvelles initiatives d'intégration régionale et de coopération énergétique impulsées par ce pays.

Le Mexique devra faire, au cours des prochaines années, un grand effort en matière d'exploration et production d'hydrocarbures, non seulement s'il souhaite maintenir une place importante en tant qu'exportateur de pétrole, mais surtout s'il veut faire face à la demande interne de pétrole et de gaz. Il est assez probable que son plus grand effort se dirige vers les eaux profondes du golfe du Mexique, où d'autres pays ont pris les devants, comme les États-

Unis dans la partie qui leur correspond dans une zone limitrophe avec le Mexique ne cessent d'augmenter. De son côté, l'entreprise Petróleos Mexicanos (PEMEX (1)) s'est limitée à parler des « ressources prospectives » dans la partie mexicaine du golfe, lesquelles, pour être converties en réserves, exigeraient d'énormes moyens financiers, technologiques et organisationnels.

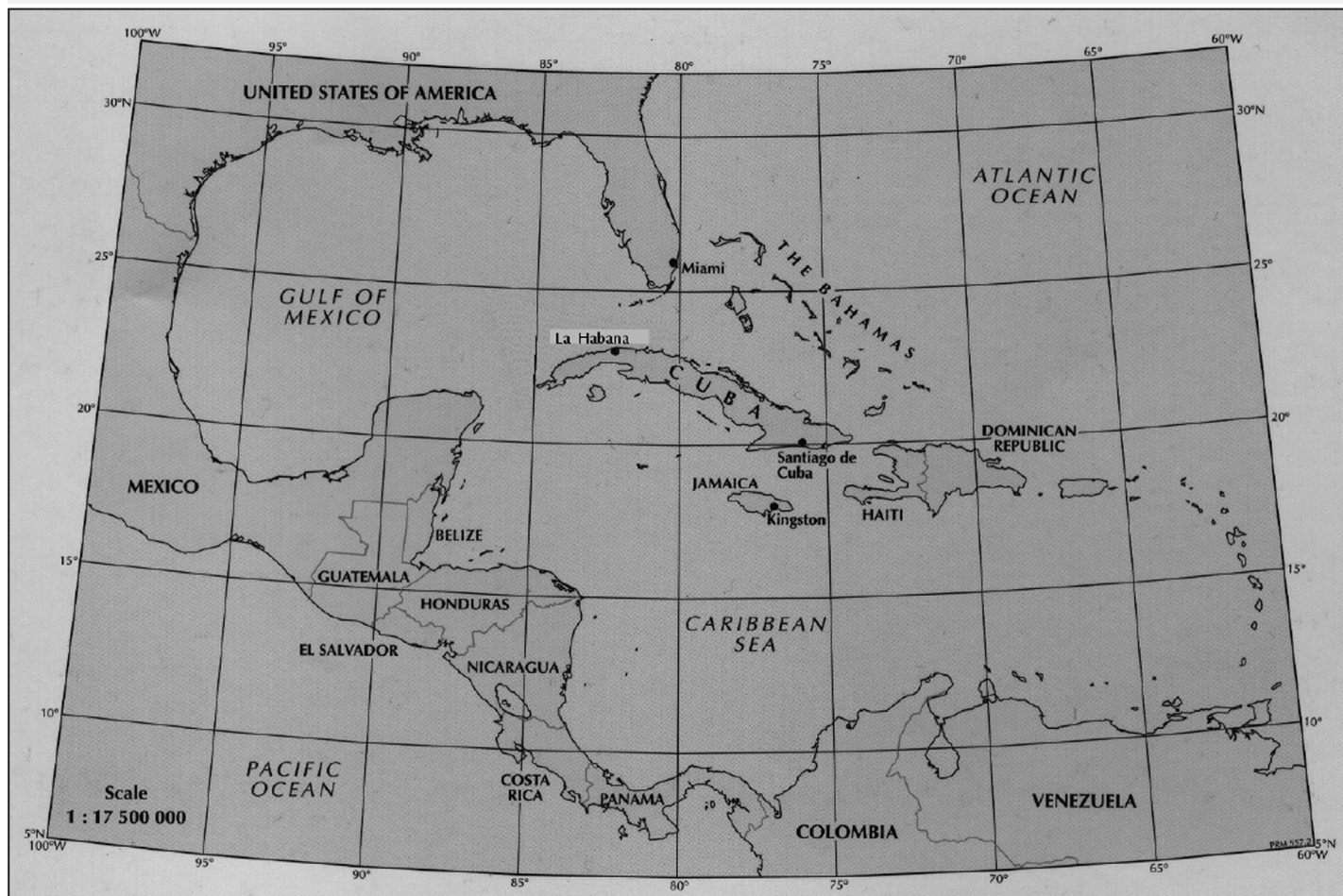
Mais le Mexique n'a pas qu'une frontière dans le golfe qui porte son nom (pour une vue d'ensemble de cette zone, voir la carte n° 1, page suivante). Les frontières ont représenté trop souvent pour les Mexicains des zones de conflit et de violence, tant au Nord qu'au Sud. C'est peut-être pour cela qu'on ne pense pas à une autre frontière,

(*) Une première et courte version de cet article a été publiée par l'auteur en espagnol: « La frontera olvidada: México y Cuba en el Golfo », *Energía a Debate*, tome IV, n° 20, Mexico, mai-juin 2007, pp. 8-14. La présente version a bénéficié d'informations recueillies au cours d'un séjour de recherche effectué dans le Centre de recherches de l'économie mondiale (CIEM, Havane, Cuba). Ce séjour, du 28 juin au 21 juillet 2007, a permis à l'auteur de réaliser plusieurs entretiens avec des chercheurs et des spécialistes cubains du secteur de l'énergie.

(**) Professeur de la faculté d'Économie de l'université nationale autonome du Mexique (UNAM), Angel de la Vega Navarro a publié des articles dans les numéros suivants de la Revue de l'Énergie: 456, 484, 539 et 548.

(1) Société Nationale Pétrolière du Mexique.

CARTE 1



très importante et stratégique. « Quand on réfléchit sur le Mexique et Cuba, nous le faisons sur deux pays indépendants, assez proches entre eux, *sans frontières communes* », ainsi que l'a écrit récemment un ancien président du Mexique (2).

Les États-Unis et le Mexique partagent pourtant avec Cuba des frontières mari-

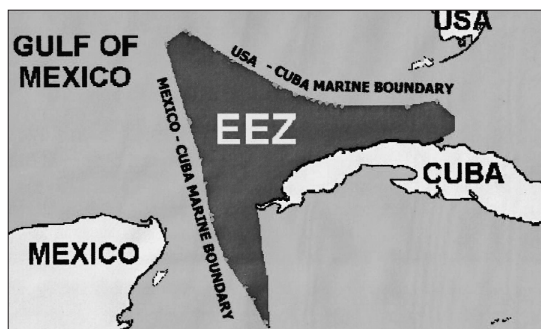
times (3) (voir la carte n° 2) qui deviennent de plus en plus importantes, ne serait-ce qu'à cause de la nouvelle situation énergétique mondiale et des ressources dont cette zone dispose dans les « eaux profondes ». Si les prix internationaux du pétrole se maintiennent à des niveaux proches de ceux atteints actuellement (juillet 2007), assez vraisemblablement une bonne partie de ces ressources deviendra des réserves viables économiquement. Pour ces trois pays, le futur, du point de vue des hydrocarbures, se trouve donc dans les eaux profondes du golfe du Mexique. Pour les États-Unis en particulier, compte tenu du degré de maturité de leur industrie, ces eaux représentent aussi la dernière partie de leur territoire où des réserves importantes de pétrole et de gaz restent à découvrir et à valoriser.

Dans cet article nous privilégierons le cas de Cuba, avec des références aux États-Unis et au Mexique, en suivant les points suivants :

(2) Carlos SALINAS de GORTARI, « Cuba y Estados Unidos. Construyendo puentes para la distensión y el reencuentro », Revue Milenio, Mexico, 5 février 2007, pp. 4-13. (C'est nous qui soulignons, AVN).

(3) En 1977, sous la présidence de James CARTER, les eaux du golfe du Mexique ont été partagées en zones d'exclusion économique entre les États-Unis, le Mexique et Cuba: Treaty on Maritime Boundaries between the United States and the United Mexican States; the Maritime Boundary Agreement between the United States and the Republic of Cuba (16 December 1977). Le but de ces traités était de sauvegarder les droits économiques de chaque pays, y compris l'accès aux ressources se trouvant sous les eaux de part et d'autres des frontières maritimes. Malgré ces traités, des zones en dispute subsistent: c'est le cas des « donut holes ». On en distingue deux: 1) ceux à l'Ouest, concernant seulement le Mexique et les États-Unis (voir carte n° 3, page suivante) et leurs limites ont été définies par un traité signé entre ces deux pays, le 9 juin 2000; 2) ceux se trouvant à l'Est concernant les trois pays et le tracé de leurs limites doit encore être négocié entre eux.

CARTE 2



Cette carte provient de: « Current status of exploration-production activities in Cuba », document présenté dans la US-Cuba Energy Conference, Mexico, 2 février 2006.

CARTE 3



— la place et les initiatives de Cuba dans le golfe du Mexique sous la contrainte du blocus des États-Unis;

— les raisons, les conditions et les implications de l'ouverture pétrolière cubaine.

Sur la scène pétrolière internationale, des acteurs publics et privés se positionnent de façon innovante pour tirer profit des circonstances et des ressources dont ils peuvent disposer ou auxquelles ils peuvent avoir accès. Après la rupture, en 1992, des liens établis avec l'URSS, Cuba a dû faire face à une situation très difficile, en particulier du point de vue de son approvisionnement énergétique. Le pays a réagi en prenant des mesures que certains n'attendaient pas de la part d'un gouvernement qui a décidé de maintenir des options socialistes, au moment où elles disparaissaient ailleurs dans le monde. Un aspect important de son action a été la mise en oeuvre d'une ouverture pétrolière qui dure depuis une quinzaine d'années et qui présente de bons résultats. Il s'agira ici de connaître les caractéristiques et les options prises pour que cette ouverture devienne une réalité crédible sur la scène internationale.

I. — LA PLACE ET LES INITIATIVES DE CUBA DANS LE GOLFE DU MEXIQUE SOUS LA CONTRAINTE DU BLOCUS DES ÉTATS-UNIS

Il est inutile d'insister sur l'importance du golfe du Mexique dans l'histoire mondiale du pétrole, en particulier en relation avec les États-Unis et le Mexique. Au cours des décennies récentes, jusqu'aux années 90, il apparaissait cependant comme une « mer Morte » (Dead Sea). Les progrès technologiques et organisationnels réalisés depuis, en particulier pour la prospection en eaux profondes, sont venus changer cette perception. À cela se sont ajoutées les conséquences des hausses des prix du pétrole ainsi que les études montrant avec acuité le caractère fini des ressources fossiles (*peak oil*, déplétion). Soudainement le golfe du Mexique apparaissait comme une nouvelle frontière et les activités d'exploration et de production (E & P) connaissaient un regain: actuellement le pétrole est extrait à 2000 mètres environ et des forages atteignent plus de 3500 mètres.

Pour les États-Unis, le golfe du Mexique (OCS – *Outer Continental Shelf*) représente 13 % de leurs réserves prouvées et 1/4 de leur production du pétrole et du gaz.

Le Mexique, pour sa part, est le leader mondial dans la production offshore, mais seulement à une profondeur de moins de 100 mètres. Pemex a fait connaître officiellement, en 2005, des chiffres de « ressources prospectives » existant en territoire mexicain. Plus récemment, concernant les eaux profondes de la partie mexicaine du golfe du Mexique, le chiffre de 29,5 milliards de barils de pétrole brut équivalent a été précisé (4). Ces ressources ont besoin, pour devenir des réserves, d'énormes moyens financiers et technologiques que Pemex n'a pas pu engager encore pleinement (5) et qu'il n'a pas la possibilité d'obtenir en s'associant à des compagnies étrangères (6).

Du point de vue des visions d'avenir et des stratégies, en matière d'hydrocarbures, le golfe qui porte le nom du Mexique deviendra-t-il seulement un golfe de Cuba et des États-Unis? Imaginons que la nouvelle situation pétrolière et les intérêts des compagnies conduisent dans un délai plus au moins proche à la levée du blocus (7) imposé par les États-Unis à Cuba, ou que des exceptions dans le domaine énergétique

(4) Bulletin de presse 024 du 5 mars 2007: « Pemex maintient son évaluation des ressources prospectives dans le Golfe du Mexique ».

(5) L'objectif de Pemex est de changer cette situation: entre 2004 et 2006 les investissements en exploration dans les eaux profondes ont été de 265 millions de US\$, alors que pour 2007-2009 est prévue la somme de 1,21 milliard.

(6) Toute forme d'association ou de contrats (production sharing contracts, par exemple) est bannie par la Constitution du Mexique, si elle implique l'appropriation ou le partage de réserves, considérées comme « propriété de la nation ».

(7) Le Gouvernement des États-Unis préfère parler de « trade embargo ». Au-delà des questions sémantiques ou juridiques, hors de notre portée, nous utiliserons le mot blocus dans le sens généralement accepté: ensemble de mesures prises par un gouvernement pour empêcher les relations commerciales d'un autre pays.

soient acceptées. Il est intéressant de remarquer que des réunions et des déclarations se succèdent pour analyser les perspectives cubaines, autant dans les sphères gouvernementales que dans les milieux universitaires et même les compagnies (8).

Il est vrai que jusqu'ici, les États-Unis, qui se présentent comme le porte drapeau du libre commerce et de l'ouverture, n'ont pas trouvé, depuis près d'un demi siècle une meilleure attitude vis-à-vis d'un voisin avec lequel ils partagent une frontière maritime que de le laisser en dehors des très importants flux économiques, scientifiques et technologiques. Ceci malgré le fait que la proximité géographique commanderait une relation plus étroite, par exemple pour appuyer la rénovation complète des infrastructures énergétiques cubaines.

Le produit intérieur brut (PIB) par tête de Cuba, selon la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL), a connu une croissance de 6,1 % en moyenne entre 2000 et 2006. Pour maintenir ce taux de croissance, une consommation accrue d'énergie sera nécessaire, même si on prend en compte les nouvelles options qui orientent ce pays vers une économie capable de produire des services d'une valeur ajoutée élevée, comme ceux qui ont une relation avec les sciences de la médecine, l'éducation, le sport et la culture, etc. Ces options impliquent des complémentarités claires avec le voisin du Nord, mais à la logique du voisinage géographique s'est superposée une logique politique de distance et de rupture (9).

La disponibilité de technologies, les coûts, les nouvelles préoccupations des États-Unis pour leur sécurité énergétique sont des facteurs qui devraient favoriser une relation énergétique bénéfique pour les deux pays, non seulement dans les activités d'exploration et de production, mais aussi dans d'autres activités comme le raffinage et le stockage de produits pétroliers ou les préparations et distributions de gaz naturel,

compte tenu de la situation géographique stratégique de Cuba. On en trouve la preuve dans les importations réalisées par les États-Unis en provenance des pays des Caraïbes, comme Trinidad et Tobago, les Antilles hollandaises, les îles Vierges, ou Porto Rico. Que Cuba soit exclu de ces mouvements, et d'autres plus importants encore, en particulier du point de vue scientifique et technologique, montre bien qu'il ne s'agit pas seulement d'un blocus économique, mais aussi mental, ancré dans les schémas des années cinquante et soixante, correspondant aux pires moments de la guerre froide.

Mais les compagnies pétrolières des États-Unis ne pensent pas rester inactives, en regardant comment, malgré les menaces du *Helms-Burton Act*, ses rivaux européens, canadiens, asiatiques et latino-américains (la compagnie vénézuélienne PDVSA) pénètrent dans les eaux profondes de la Zone Économique Exclusive (ZEE) cubaine, située à quelques kilomètres des côtes des États-Unis. De fait, une initiative législative récente cherche des exceptions à l'application du blocus, au seul profit des compagnies pétrolières (10) dans le but, en particulier, de permettre l'exploration d'hydrocarbures dans les eaux cubaines.

En appuyant cette proposition, les compagnies n'ont certainement pas été indifférentes aux nouvelles concernant les réserves pétrolières au nord de Cuba, tout près des côtes des États-Unis. Il aurait été étonnant que la ZEE cubaine, proche des zones avec des réserves prouvées ne possède pas de ressources. Sherritt International Corp., compagnie canadienne, a non seulement parlé de découvertes en territoire cubain, mais a aussi commencé cette année l'exportation d'une partie du pétrole qui lui revient dans le cadre des contrats signés (11). Cuba pays exportateur de pétrole au cours de la décennie prochaine? L'ironie est que des scénarios construits au Mexique prévoient que, sur ce même horizon, ce pays deviendra un importateur net de pétrole (12). Les chiffres

des exportations possibles de Sherritt ne sont pas élevés, mais sont significatifs quand on se trouve à côté du consommateur le plus assoiffé du monde. La production de Sherritt est actuellement en moyenne de 30,000 barils par jour (b/j), en provenance des champs de pétrole lourd qui se trouvent le long de la côte nord de Cuba.

Les États-Unis violent le droit international et leurs propres lois avec le blocus, mais agissent aussi contre leurs propres intérêts, non seulement parce que des compagnies d'autres zones (Europe, Asie, Amérique latine), ont pris quelques longueurs d'avance, mais aussi parce que des res-

(8) Un exemple est une réunion très importante qui a eu lieu à Mexico, le 2 février 2006: *The US-Cuba Energy Conference* dans laquelle ont été représentés: ExxonMobil, Valero Energy, Louisiana Department of Economic Development, parmi d'autres, pour échanger des informations avec des fonctionnaires cubains sur les opportunités d'investissement dans l'industrie pétrolière cubaine.

(9) Cuba a souvent fait des appels au dialogue avec les États-Unis, en particulier depuis que Raul Castro est le chef de l'État cubain par intérim. Le 26 juillet de cette année, à l'occasion de la fête nationale cubaine, il a renouvelé encore une fois son appel, s'adressant à la future administration américaine: elle « devra décider si elle maintient la politique absurde, illégale et infructueuse contre Cuba, ou si elle accepte le rameau d'olivier que nous lui avons tendu » le 2 décembre 2006 (date de la première offre de dialogue depuis que Raul Castro assure l'intérim).

(10) Voir, par exemple, la « *Western Hemisphere Energy Security Act* » de 2006, portant les labels H.R. 5353 à la Chambre des Représentants et S. 2787 au Sénat. Cette proposition législative cherchait une exception à l'embargo, permettant aux compagnies américaines de réaliser des activités d'exploration dans les eaux cubaines, en la présentant comme une mesure qui collaborerait à la solution de la crise énergétique.

(11) Sherritt International, dans un rapport où elle faisait état de ses profits en 2006, a affirmé qu'en 2007 elle avait des « plans to export a portion of its Cuban production as a consequence of anticipated production growth and limited demand for domestic heavy oil ». Sherritt International est le plus important producteur étranger de pétrole à Cuba.

(12) Dans un rapport à la SEC (Securities and Exchange Commission) des États-Unis, dont la presse mexicaine a fait état le 26 juillet 2007, Pemex a signalé qu'au 31 décembre 2006, les réserves prouvées de pétrole brut s'élevaient à 8,98 milliards de barils, tandis que la production annuelle, en 2006, a été de 1,33 milliard. À ce rythme, le Mexique a du pétrole pour sept ans seulement.

sources importantes peuvent rester en dehors de leur orbite alors que ce pays insiste tant sur sa sécurité énergétique. Certains aux États-Unis sont conscients des enjeux: « For the first time in 45 years, Cuba now has something of strategic importance to the US-oil and [natural] gas, » a fait récemment remarquer Kirby Jones, président de la US-Cuba Trade Organization (13).

Paradoxalement, si le blocus est levé les compagnies pétrolières des États-Unis, qui ne peuvent pas entrer dans les eaux de la Floride à cause des normes en vigueur, pourraient pénétrer dans une zone proche, ayant été invitées de manière souveraine par Cuba. Aux compagnies pétrolières qui sont déjà présentes dans le golfe du Mexique, Cuba offre l'opportunité d'explorer, de réaliser des forages et d'extraire du brut dans des zones avoisinant celles qui leur sont interdites du côté des États-Unis. Une suction possible de pétrole (« effet de paille », dit-on au Mexique) pourrait avoir lieu, appliquée par les compagnies américaines aux gisements de leur propre pays à partir de Cuba. Cette situation, tout à fait envisageable, ne serait pas sans intérêt.

En effet, tout près des côtes des États-Unis, dans les eaux du détroit de Floride, un potentiel important d'hydrocarbures est déjà entré dans les activités des compagnies provenant d'horizons divers: Chine, Inde, Norvège, Espagne, Canada, Venezuela. Depuis 2003 elles réservent des blocs pour l'exploration pétrolière sur la base de contrats de partage de production (*Production Sharing Contracts* ou PSC). Dans ce domaine Cuba s'aligne sur les pratiques usuelles de l'industrie pétrolière internationale, en améliorant même les conditions pour les compagnies, comme nous le verrons plus loin.

Les compagnies des États-Unis ont sûrement bien pris note quand la compagnie espagnole Repsol-YPF, en association avec Cupet (Cubapetroleo, la compagnie nationale

cubaine), a identifié en 2004 cinq champs qu'elle a classifiés comme étant « d'une grande qualité » dans les eaux profondes du détroit de Floride, 32 km à peine au nord-est de la Havane (14). Quelques mois après, en février 2005, le US Geological Survey a confirmé que le bassin au nord de Cuba contenait du pétrole en quantités importantes et de bonne qualité: entre 4,6 et 9,3 milliards de barils de brut et entre 9,8 et 21,8 milliards de pieds cubes de gaz naturel (15). On considère, dans des milieux informés du secteur énergétique cubain, qu'une fois convertie en réserves, une bonne partie de ces ressources pourrait être commercialisée aux environs de l'an 2012.

II. — LES RAISONS, LES CONDITIONS ET LES IMPLICATIONS DE L'OUVERTURE PÉTROLIÈRE CUBAINE

De plusieurs manières Cuba a manifesté son intérêt pour la participation de capitaux étrangers, en provenance d'horizons les plus divers, dans l'exploration et l'exploitation de ses ressources. Dès 1993, des compagnies pétrolières on répondu favorablement aux premières ouvertures cubaines (16), y compris des compagnies françaises comme Total (17).

Dans les cas concrets des compagnies des États-Unis, selon un document officiel (18), des questions directes sont posées: « Pourquoi les compagnies pétrolières des États-Unis ne pourraient-elles pas participer dans le tout proche et important potentiel des eaux profondes de la nouvelle frontière du golfe du Mexique? Les activités cubaines d'exploration et production on shore et off-shore, qui sont en augmentation, demandent des quantités énormes de fournitures et de services, pourquoi pas des États-Unis? ». Une fois posées ces questions, les compagnies ont reçu une invitation claire:

« Les fournisseurs des États-Unis de biens et de services pétroliers sont invitées à participer à l'industrie pétrolière cubaine émergente, sur la base du respect et de bénéfices mutuels ».

Comment expliquer cette attitude de Cuba, qui contraste avec celle du Mexique, face à la participation des compagnies pétrolières internationales sur son territoire? Outre le degré insuffisant de développement technologique et la capacité financière réduite de l'industrie pétrolière cubaine, il y a une compréhension claire du rôle des investissements privés. Les Cubains ont parfaitement compris que, du point de vue économique, il n'est pas possible d'entrer seuls dans l'extraction de pétrole en eaux profondes, à cause des risques économiques inhérents aux activités exploratoires (*dry holes*). Deux autres ensembles de facteurs peuvent être aussi avancés pour expliquer l'ouverture cubaine: 1) la situation énergétique créée à partir de la disparition de l'URSS; 2) les caractéristiques de l'environnement institutionnel et réglementaire pour attirer les investissements étrangers. Concernant ce dernier

(13) International Oil Daily, 2 février 2006. Kirby Jones a été le principal organisateur de la US-Cuba Energy Conference qui a eu lieu à Mexico (voir note 8).

(14) Cependant, après avoir dépensé 53 millions de US\$, Repsol a dû abandonner, car bien que de bonne qualité le pétrole se trouvait « dans des quantités non commerciales ». En association avec Norsk Hydro (30 %) et ONGC-Videsh (30 %), Repsol (40 %) se propose maintenant de revenir dans les eaux profondes cubaines.

(15) Voir le rapport de l'USGS « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the North Cuba Basin 2004 », publié en février 2005.

(16) Quarante-huit compagnies pétrolières s'étaient montrées intéressées en 1993 à l'appel d'offres international présenté par Cuba pour la prospection et l'exploitation de 11 zones pétrolières (Cf. réunions à Calgary et Londres en février 1993).

(17) Total a abandonné Cuba en 1995 après avoir réalisé des activités de forage dans deux « Dry holes ».

(18) « Current status of exploration-production activities in Cuba », document présenté dans la US-Cuba Energy Conference mentionnée plus haut.

point, l'aspect fondamental est qu'à Cuba s'est imposée une conception moderne de la propriété publique qui n'assimile pas la propriété de la nation sur les ressources du sous-sol à l'intervention exclusive de l'État dans leur exploration, exploitation et valorisation.

I. La situation énergétique cubaine à partir de la disparition de l'URSS

Faisant partie du camp socialiste – et compte tenu aussi d'autres considérations spéciales concernant son isolement produit par le blocus des États-Unis – Cuba a pu assurer durant plusieurs années son approvisionnement énergétique, en grande partie grâce à des importations de pétrole à des prix préférentiels. En 1989, Cuba recevait 220.000 barils par jour, dont une partie était écoulée sur le marché international.

Dans ces conditions, la consommation d'énergie a augmenté à Cuba, basée massivement sur le pétrole. L'offre totale d'énergie primaire, c'est-à-dire toute l'énergie utilisée y compris les pertes, est passée de 10934 Mtep (millier de tonnes d'équivalent pétrole) en 1971 à 16877 Mtep en 1989, l'année de la chute du mur de Berlin. Après avoir baissé de façon drastique, ce volume est remonté en 1999 à 12464 Mtep et atteignait en 2003 un total de 11 381 Mtep (production nationale plus importations). Cette même année, la partie qui représentait le pétrole dans l'offre totale d'énergie a été de 80 %. Si on prend en compte seulement le pétrole, le gaz et le charbon, le pétrole et les produits pétroliers représentaient 96.2 %, dont 80 % importés.

La situation créée par l'interruption de l'approvisionnement soviétique a exigé un énorme effort: des mesures radicales de conservation d'énergie, la recherche de nouveaux fournisseurs et des efforts pour augmenter la production nationale de pétrole, parmi d'autres. Des efforts ont été faits pour résoudre le problème énergétique (en parti-

culier les graves coupures d'électricité encore courantes il y a deux ans), tout en avançant sur la voie d'un approvisionnement énergétique plus propre (énergie éolienne et solaire, éthanol sur la base de la canne à sucre). Progressivement est née une « révolution énergétique » qui ne peut pas, cependant, ignorer le rôle et la place du pétrole, compte tenu des structures économiques et technologiques de l'économie cubaine. En 2004, le pétrole brut produit à Cuba couvrait déjà 57 % de l'offre nationale d'énergie primaire et le gaz naturel un peu plus de 10 % (19). Le reste, importé, représentait un poids important pour l'économie cubaine, avant les accords avec le Venezuela. Encore en 2003, selon le Bureau national des statistiques, Cuba devait importer environ un milliard de dollars de brut et produits pétroliers chaque année, ce qui représentait près de 22 % du total de ses importations.

Une précision importante: jusqu'à maintenant la production est composée surtout de pétrole très lourd (entre 10° et 20°) avec une teneur élevée en soufre. Ce pétrole peut être utilisé seulement dans certaines installations industrielles: production de ciment, de nickel et, surtout, d'électricité. Cette dernière utilisation a posé énormément de problèmes (20) et a commencé à diminuer dès 2004: tandis que cette dernière année la part du pétrole national dans la production d'électricité était de 81 %, en 2002 elle s'élevait à 92 %. En plus de l'effort interne, appuyé par les compagnies étrangères depuis l'an 2000, Cuba a pu compter sur le pétrole vénézuélien. Les chiffres varient, mais selon des évaluations bien informées recueillies sur place, les importations en provenance du Venezuela atteignent environ 95 000 b/j entre brut et produits pétroliers, sous des conditions financières favorables. En outre, dans le cadre d'un accord signé en 2000, Cuba envoie au Venezuela des médecins, des enseignants, des infirmières, des entraîneurs sportifs, etc. (21).

La situation a donc changé avec le rôle que joue maintenant le Venezuela, mais Cuba semble décidé à ne pas se trouver dans la même situation de dépendance presque totale qu'elle a connue avec l'URSS. En 1991, Cuba produisait seulement 10 000 b/j, tandis qu'actuellement la production s'élève à 85 000 b/j, pour une consommation totale d'environ 180 000 b/j. Cette multiplication de la production est le résultat, selon le gouvernement cubain lui-même, de la participation des compagnies étrangères pétrolières et de services: une coopération qu'il semble bien décidé à continuer, y compris avec la participation des compagnies pétrolières des États-Unis. Une question qui serait intéressante à explorer concerne l'attitude du Venezuela face à l'ouverture cubaine et à ses conditions contractuelles. Comme on le sait, depuis l'avènement au pouvoir du président Hugo Chávez, des mesures à caractère nationaliste ont été prises à l'égard des compagnies étrangères et des révisions des modalités de l'ouverture pétrolière réalisée dans les années 90 se sont succédées.

(19) *Cubaenergía*: (http://www.cubaenergia.cu/lo_ultimo_datinteres.htm).

(20) « Ainsi qu'il est largement connu, le pétrole brut national a été utilisé en grande partie pour la génération d'électricité dans les centrales thermoélectriques du SEN (Système Électrique National). Cela a produit un certain nombre de difficultés à ses technologies et composantes, à cause de la haute teneur en soufre, la viscosité élevée et d'autres inconvénients techniques que présente ce combustible », Julio Torres MARTÍNEZ et Ricardo TORRES PÉREZ [2007], p. 42.

(21) Le 30 octobre 2000 les présidents Hugo Chavez et Fidel Castro ont signé un accord sur un approvisionnement de pétrole dans des conditions favorables de paiement pour Cuba, une partie à court terme et une autre à long terme. De plus, des modalités de troc ont été accordées, prévoyant la fourniture par Cuba des services, technologies et produits divers pour appuyer le développement du Venezuela. L'accord était prévu pour une durée de cinq ans, renouvelable, mais il a été continué dans le cadre de nouvelles initiatives concernant de nouvelles formes d'intégration en Amérique latine (ALBA: Alternative Bolivarienne pour l'Amérique) et Petrocaribe, une initiative de coopération énergétique entre les pays des Caraïbes, sous l'impulsion du Venezuela.

2. la construction d'un cadre institutionnel et réglementaire spécifique pour obtenir la participation des compagnies pétrolières

« Tu peux faire des contrats à risque et tu n'as ni la technologie ni le capital. Ce que tu dois connaître très bien ce sont toutes les normes internationales qui régissent ces accords, discuter en détail et avec fermeté »,

Fidel Castro (22).

Pour Cuba, l'introduction de technologies avancées en exploration et forage est indispensable pour une meilleure connaissance et exploitation de ses ressources en pétrole et en gaz, en particulier celles qui se trouvent dans les eaux profondes du golfe du Mexique, entre 2 000 et 4 000 mètres. Ces technologies et méthodologies avancées sont la propriété et sous la maîtrise des compagnies étrangères avec lesquelles Cuba doit négocier. Des entreprises de différents pays sont présentes, mais le blocus appliqué par les États-Unis a empêché Cuba de compter avec les technologies les plus avancées, lesquelles sont contrôlées en grande partie par des compagnies de ce pays. En outre le blocus oblige à chercher des services et des équipements dans des conditions telles que les coûts d'opération augmentent, souvent au-delà de 30 %. Malgré ces difficultés, sur la base des travaux effectués par les compagnies présentes sur le terrain, qui ont accepté de participer à l'ouverture pétrolière cubaine, on considère que le secteur cubain du golfe du Mexique peut contenir plus de 4 milliards de barils de réserves récupérables, dans les conditions économiques et technologiques actuelles.

Depuis 1991, dans plusieurs secteurs clés de l'économie, les investissements étrangers ont été encouragés et pour cela des changements ont été effectués dans le cadre institutionnel et réglementaire, pour définir par exemple les droits de propriété dans le cas des associations entre entreprises étrangères

et cubaines. La Constitution cubaine, modifiée en 1992, a reconnu la propriété des sociétés, des entreprises conjointes et des associations économiques constituées selon la loi. Pour ce qui concerne le pétrole, le principal élément du cadre légal est la loi pour l'investissement étranger (loi n° 77 de la République de Cuba). Ainsi, Cupet, société nationale pétrolière de Cuba, est légalement autorisée à négocier et à entrer en association avec les compagnies pétrolières internationales désireuses d'investir dans la prospection et l'exploitation de pétrole sur le territoire cubain dans le cadre de PSC (*Production Sharing Contracts*). C'est sur cette base que les 112 000 km² de la zone économique exclusive cubaine ont été divisés en 59 blocs d'exploration, d'environ 2 000 km² chacun, pour attirer les compagnies étrangères en leur offrant ce type de contrats, qui est l'une des modalités des contrats à risque.

Dans le cadre de ce type d'association économique, la compagnie étrangère apporte le capital, la technologie et le savoir-faire en échange de 50 % de la production, laquelle peut être vendue à Cupet (qui a la priorité) ou exportée. Dans le premier cas, la vente se fait aux prix internationaux, et si la production est exportée elle n'est pas imposée fiscalement. Les profits nets annuels des transactions réalisées à Cuba sont imposés à hauteur de 30 %. Le pourcentage de la production pour récupérer les coûts (*Cost recovery oil*) doit être négocié sur la base du potentiel et des caractéristiques de chaque bloc. Deux aspects des contrats sur lesquels certains pays producteurs s'efforcent de ne pas céder sont acceptés dans les PSC cubains: le régime fiscal n'envisage pas le paiement de royalties et de bonus de signature (*signature bonus*). De fait, l'État cubain impose fiscalement les compagnies pétrolières comme n'importe quelle autre entreprise, c'est-à-dire qu'il ne demande pas une rente. L'autre aspect important que Cuba accepte dans ces contrats est l'arbitrage international: en cas de désaccord, le litige

doit être soumis aux règles de conciliation et d'arbitrage de la chambre de commerce de Paris.

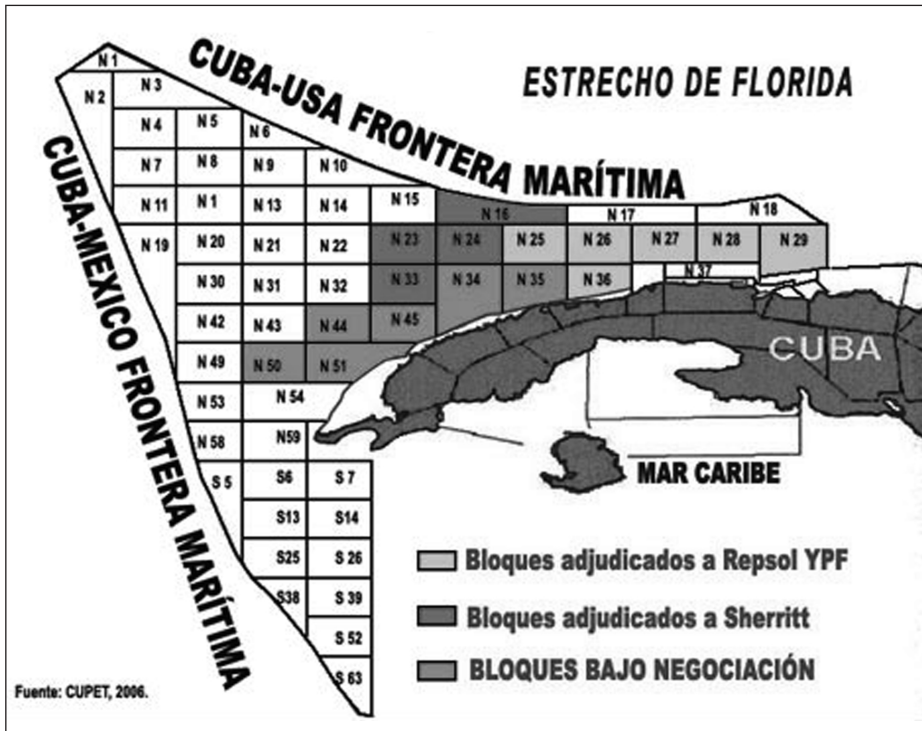
D'autres caractéristiques des contrats mis en œuvre à Cuba sont les suivantes:

- durée: *Onshore and Shallow*, 25 ans; eaux profondes, 30 ans pour le pétrole et 35 pour le gaz;
- des achats obligatoires ne sont pas requis;
- les droits de douane sur les équipements et matériaux importés sont remboursables;
- le contractant a le droit de:
 - ouvrir des comptes bancaires à Cuba;
 - recevoir et retirer des fonds sur ses comptes bancaires;
 - réaliser des paiements et des transferts à l'étranger.

Depuis 1999, Repsol-YPF, Pebercan, Sherritt International et Sinopec sont devenus des noms usuels dans les publications internationales en rapport avec le pétrole cubain. Plus récemment ont signé des contrats pour différents blocs: Petronas (la compagnie pétrolière nationale de la Malaisie), ONGC (la compagnie pétrolière nationale de l'Inde), PDVSA et Petrovietnam. Quelques uns des blocs octroyés se trouvent juste au sud de trois sections du US Minerals Management Service, proches des côtes du sud-est de la Floride. Au total, actuellement, 24 blocs se trouvent sous contrat pour un total de 45 000 km²: six avec un consortium de trois compagnies (Repsol, Norsk Hydro, ONGC Videsh, de l'Inde), quatre avec Sherritt International, deux avec ONGC

(22) Cette citation, traduite de l'espagnol, se trouve dans le livre: Ignacio RAMONET, Fidel CASTRO, « Biografía a dos voces », Debate, México 2006, 655 p. Il existe une version française de ce livre (Fidel CASTRO, « Biographie à deux voix », Fayard/Galilée, 2006).

CARTE 4



seule, quatre avec Petronas (Malaisie), quatre avec Petrovietnam, quatre avec PDVSA. Vers la fin de 2006, la distribution des blocs se présentait comme le montre la carte n° 4, mais elle se trouve désormais dépassée. Elle ne peut être utile maintenant que pour situer l'ensemble des blocs.

Certaines absences dans la liste des compagnies qui participent à l'effort cubain dans les eaux profondes sont à remarquer. C'est le cas de la brésilienne Petrobras, leader technologique mondial dans l'exploration en eaux profondes, qui a été présente à d'autres moments. Il ne faut pas oublier, en tout cas, que des aspects politiques interviennent sans doute dans l'ouverture cubaine: la présence de la compagnie vénézuélienne ou celle de Petrovietnam pourrait s'expliquer à ce niveau, hormis d'autres facteurs qui concernent les caractéristiques et les performances de ces entreprises.

À ce propos, les résultats de l'ouverture ne peuvent pas être évalués seulement en termes de ressources trouvées ou de production obtenue. D'autres considérations de

type stratégique doivent être prises en compte dans cette évaluation, en particulier du point de vue cubain. Cependant, quelques éléments peuvent être avancés. Depuis le début de l'ouverture, Cuba:

- a reçu 1,5 milliard de dollars d'investissements étrangers pour le développement de l'exploration dans le golfe du Mexique;
- sa production de brut a été multipliée par sept (on shore et offshore);
- le gaz associé obtenu est utilisé pour la génération d'électricité et la consommation domestique;
- des progrès technologiques et la modernisation de l'infrastructure d'E & P ont été accomplis;
- une percée dans l'exploration des eaux profondes du golfe du Mexique a été réussie;
- un entraînement de personnel cubain a été réalisé;

— des innovations réglementaires pour le développement des activités d'E & P ont été effectives.

CONSIDÉRATIONS FINALES

Dans une situation complexe, Cuba s'est situé sur la carte pétrolière mondiale d'une façon assez inattendue, même pour les experts. Le pays a réussi, en effet, à rendre crédible une ouverture de son territoire aux compagnies étrangères et peut présenter maintenant des résultats significatifs. Outre des facteurs économiques et technologiques, l'ouverture pétrolière cubaine s'explique par la situation critique créée après la rupture des liens qu'elle a maintenus durant plusieurs décennies avec l'URSS. Les résultats et la crédibilité de cette ouverture sont à mettre en relation avec sa capacité de construire un environnement institutionnel et réglementaire susceptible d'attirer les investissements étrangers dans des activités d'E & P à haut risque.

Les deux côtés sont en train de trouver leur compte. Cuba a besoin de pétrole pour acquérir une certaine autonomie, en même temps qu'il doit faire face à une transition énergétique dans laquelle le pétrole jouera encore un rôle important, compte tenu des structures économiques et technologiques héritées du passé. Les compagnies, elles, accèdent à des ressources en hydrocarbures dans une zone qui a une importance stratégique, dans une situation énergétique mondiale où chaque baril de pétrole compte.

Pour Cuba, les premiers résultats de son ouverture sont donc satisfaisants, du point de vue de la couverture d'une partie importante de la consommation interne. Il a réussi, en même temps, à compléter cet effort qu'il mène avec la coopération des compagnies étrangères, en entrant dans une relation spéciale avec le Venezuela, dans le cadre de nouvelles initiatives d'intégration

régionale et de coopération énergétique impulsées par ce pays.

Que dire alors des États-Unis et de ses compagnies pétrolières, invités par Cuba à participer à son ouverture? Peut-être qu'un jour l'invité inflexible se décidera à faire un signe de tête: ce serait moins effrayant et terrible que de lancer une offensive contre un pays qui situe au plus haut point les valeurs d'indépendance, de souveraineté et de dignité

de son peuple. Il est pour le moins paradoxal qu'au moment où, aux États-Unis on lance des appels pressants et on exerce des pressions pour que le Mexique ouvre son sous-sol, ce pays reste sourd aux appels et invitations de Cuba pour que ses compagnies pétrolières participent à l'exploration et à l'exploitation des ressources énergétiques de sa Zone économique exclusive. Le Mexique est très souvent critiqué par son

voisin du Nord, pour son manque de confiance en soi-même face au possible retour des compagnies pétrolières internationales, exprimé sur le ton du discours qu'il tenait lors des nationalisations de 1938. Mais quel pays peut paraître plus archaïque, en ce début du XXI^{ème} siècle, que ces mêmes États-Unis, au vu du discours tenu à l'égard de Cuba? ■

BIBLIOGRAPHIE

BENJAMIN-ALVARADO J. [2006], « Prospects for Sustainable Energy », in FONT Mauricio A. (Ed.) with the assistance of Scott Larson, « CUBA: in Transition? Pathways to Renewal, Long-Term Development and Global Reintegration » (International Symposium, March 13-15), Bildner Center for Western Hemisphere Studies, The Graduate Center, The City University of New York (<http://web.gc.cuny.edu/dept/bildn/cuba/publications/conferences/cubaintransitionbook.pdf>).

BOUÉ Juan Carlos with JONES Edgar [2006], « A Question of Rigs, of Rules, or of Rigging the Rules? Upstream Profits and Taxes in the US Gulf Offshore Oil and Gas », Oxford Institute for Energy Studies, 396 p.

CUPET (Unión Cuba-Petróleo, société nationale pétrolière cubaine): des matériaux divers sur les activités de cette société et sur les activités d'exploration et de production à Cuba.

COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS [2007], « Cuba After Castro: The Future of US-Cuba Relations », janvier 1923, consulté le 30 mars 2007 dans le site: http://www.cfr.org/publication/12493/cuba_after_castro.html.

HAEBERLE Frederick [2005], « Gulf of Mexico reservoir properties are helpful parameters for explorers », *Oil & Gas Journal*, Volume 103 Issue 24, Jun 27.

MINERALS MANAGEMENT SERVICE, <http://www.mms.gov/>. Le MMS est, aux États-Unis, l'organisme régulateur chargé des licitations publiques pour l'exploitation des hydrocarbures.

MORA CONTRERAS Jesús [2007], « Ventajas para la integración energética de América del Sur », travail qui sera présenté dans le congrès commémoratif des 50 ans de FLACSO (Faculté Latinoaméricaine des Sciences Sociales), Quito, Équateur, octobre.

MINISTERIO DE LA INDUSTRIA BÁSICA, République de Cuba, des matériaux divers sur les activités de cette société et sur les activités d'exploration et de production à Cuba.

PÉREZ Guillermo H., BLICKWEDE Jon Frederic [2000], « Cuba deepwater exploration opportunities described in southeastern Gulf of Mexico », *Oil & Gas Journal*, 15 mars.

PIÑON CERVERA Jorge R. [2005], « Cuba's Energy Challenge: a Second Look », in « Cuba in Transition », Papers and Proceedings of the fif-

teenth Annual Meeting of the Association for the Study of the Cuban Economy (ASCE), Miami, Florida, 4-6 août, 2005, pp. 110-123.

RODRÍGUEZ CASTELLÓN Santiago [2002], « Consideraciones sobre el Sector Energético Cubano », Cuba Siglo XXI, Economía, http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/economia/rodriguez1_310102.htm

TORRES MARTÍNEZ Julio et TORRES PÉREZ Ricardo [2007], « Reflexiones sobre la problemática energética actual en el mundo y en Cuba », présenté dans le cadre du séminaire annuel du Centre d'Études de l'Économie Cubaine 2005. Publié en avril 2007 dans: <http://www.nodo50.org/cubasigloXXI/economia.htm>

Articles divers d'information parus dans des journaux: *La Jornada*, *Financial Times*, *The Economist*, *Oil & Gas Journal*, *Granma*, etc.

Sites Web: Cubaenergía (Centre de Gestion de l'Information et du Développement de l'Énergie): <http://www.cubaenergia.cu/>